Lettre-type destinée aux ambassades et hautes-commission indiennes

A l’attention de

Ambassadeur/Haut-commissaire

Votre excellence

Gouvernement indien

Au nom de/de la [nom du syndicat], qui représente [nombre] adhérents [en/au… pays], je vous demande instamment d’informer votre gouvernement de nos préoccupations, partagées par nos confrères syndicalistes indiens, concernant les évolutions constatées dans le marché du travail en Inde ainsi que dans sa législation du travail.

Nous sommes particulièrement soucieux de voir que le chômage touche désormais 200 millions de travailleurs en dépit de l’engagement du gouvernement de créer 20 millions de nouveaux emplois, que les salaires aient diminué et que les conditions de sécurité sur le lieu de travail aient empiré du fait de la rareté des inspections du travail. Nous appuyons la revendication des syndicats indiens en faveur d’un salaire minimum mensuel de 18 000 roupies.

La proportion de la population active qui ne jouit pas d’une protection sociale essentielle ni de la sécurité de l’emploi en raison de son appartenance à l’économie informelle a déjà atteint 93 pour cent, et pourtant le gouvernement prévoit une réforme de la législation du travail qui pousserait un grand nombre de travailleurs à rejoindre les rangs de l’informalité, notamment en retirant la protection de l’emploi aux travailleurs d’entreprises de moins de 300 salariés et en permettant aux entreprises de remplacer des travailleurs sous contrat par des apprentis qui ne touchent pas un salaire intégral et qui n’ont pas le droit de se syndiquer.

Enfin, nous partageons les inquiétudes des syndicats indiens concernant la croissance de l’esclavage et du travail en servitude, tout comme les amendements à la législation du travail qui permettent de recruter des membres de la famille et se traduisent par une augmentation du travail des enfants.

Nous vous saurions gré de bien vouloir faire part de nos inquiétudes à votre gouvernement et de nous tenir informés de sa réponse.

Avec nos cordiales salutations,

[nom et syndicat]